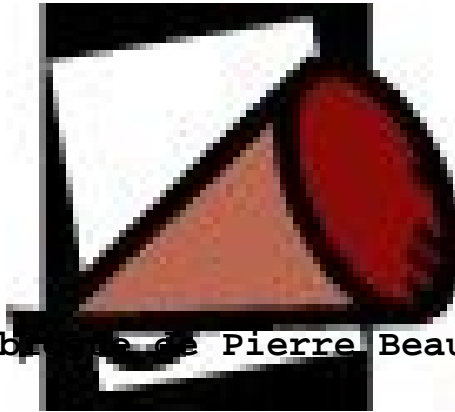


<https://www.pressegauche.org/Mon-octobre>



Le blog de Pierre Beudet

Mon octobre

- Blogues -



Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

En 1970, j'avais 20 ans. Je pensais comme bien d'autres à l'époque que la révolution s'en venait, peut-être pas le mois prochain, mais bientôt. Au cégep Ahuntsic en 1968, puis à l'UQAM en 1969, c'était le tourbillon. L'essentiel du temps était consacré à l'organisation de manifestations durant lesquelles on ne se gênait pas d'affronter la police¹. Faire du grabuge nous apparaissait comme un acte nécessaire pour briser l'inertie, se donner de la force aussi. On s'entraînait, on y croyait, presque au point d'en faire le centre de l'action politique. En même temps, on avait les yeux fixés sur les Black Panthers, les Vietnamiens, les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine. Cela s'appelait le Front de libération populaire et le Mouvement syndical politique.

Même si on croyait l'affrontement inévitable, on était sceptique par rapport au FLQ. Il y avait son passé nationaliste qui nous énervait un peu, même si, à partir de 1966, Vallières, Gagnon et les autres ont poussé le mouvement vers la gauche. Mais aussi, il y avait un doute sur l'action de ces Robins-des-bois sympathiques. C'était dans les milieux d'extrême gauche des camarades d'un genre particulier, qui avaient un certain prestige de se mettre dans l'illégalité. En même temps, les bombes n'avaient pas une grande valeur politique, à nos yeux, à part celles de faire rager les puissants et de faire sourire les dominés que nous étions, un peu comme dans la chanson de Raymond Lévesque, Bozo-les-culottes. Après tout pensions-nous, on n'était ni en Angola, ni en Uruguay, et l'aventure de la lutte armée allait mener nulle part.

La crise

Et puis en octobre 1970, tout a basculé. Au départ dans l'extrême-gauche, personne n'était surpris quand la cellule « libération » a expliqué son enlèvement du diplomate britannique James Cross. Au-delà de notre petit cercle, beaucoup de gens disaient qu'on n'allait pas être trop triste de voir l'histoire inversée. Dans nos milieux militants, on connaissait Marc Carbonneau et Jacques Lanctôt. On avait lu le Manifeste du FLQ six mois avant lorsque la police avait attrapé du commando qui planifiait l'enlèvement du conseil israélien¹.

C'est ainsi que spontanément dès le 6 octobre, on a de l'UQAM mis sur la table l'idée d'une grève générale étudiante, en appui « total » (on insistait sur ce mot) aux revendications du FLQ, dont la libération des camarades emprisonnés. On était profondément d'accord avec cela, comme l'étaient des centaines, puis des milliers de jeunes un peu partout au Québec. Des assemblées se multipliaient et qu'on soit 10, 100 ou 1000, l'atmosphère partout était survoltée. Le 10 octobre quand le ministre Pierre Laporte a été enlevé, on a eu l'impression que c'était sérieux.

Le soir du 15 octobre, nous avons quitté le bâtiment administratif de l'UQAM que nous occupions avec une centaine d'étudiants gonflés à bloc qui profitaient des grosses photocopieuses et des téléphones pour annoncer la « bonne nouvelle » aux quatre coins du monde. On allait au Centre Paul-Sauvé pour rejoindre des milliers de personnes criant à tue-tête « FLQ vaincra ». Mais on ne s'est jamais rendus. Des policiers nous ont intercepté et amené au poste en haut du Parc Lafontaine. Au bout de 24 heures en cellule, on s'est rendu compte que quelque chose avait changé. Les p'tits dealers du quartier qui entraient et sortaient du poste nous disaient que les rues étaient pleines de soldats. Quand on a été transféré au centre de détention Parthenais, on a vu ces militaires dans les rues désertées.

La détention

Arrivés au sous-sol de Parthenais, on s'est retrouvés avec quelques centaines de personnes. On ne savait pas grand-chose, jusqu'à temps que Pierre Vallières nous crie qu'on venait de trouver le cadavre de Laporte. Les flics et

les gardiens étaient surexcités, l'arme au poing, menaçants. Finalement, on est rentré dans nos cellules avec pas mal d'appréhension. Pendant les premiers jours, on était incommunicado. Les flics nous narguaient, « on vous garde pour 9 mois ». Au bout de quelques jours, l'atmosphère s'est un peu détendue, à part le genre d'intimidation qu'on raconte dans le film « Les ordres ». Mais comme on était au Québec et pas au Guatemala, on a compris qu'on ne serait pas exécutés ! Et alors la discussion a commencé.

On n'avait pas grand-chose à faire, coupés du monde, sans rien à lire, sinon que de discuter. On était une trentaine dans le bloc cellulaire. Toute la journée, on se demandait ce qui arrivait réellement. Est-ce que cette action armée du FLQ allait donner le prétexte à une plus grande répression ? On en savait assez sur le FLQ pour avoir qu'au-delà d'une poignée d'amis et de proches parents (une cinquantaine), il n'y avait pas une organisation et encore moins une stratégie. C'est ainsi qu'il est devenu clair pour la majorité des camarades détenus que l'action d'octobre était une aventure sans lendemain. Les syndicalistes notamment, qui étaient nombreux dans la prison, pensaient même que c'était un recul. Depuis des mois, à l'initiative de la gauche syndicale regroupée autour du Conseil central de la CSN à Montréal, des syndicats organisaient une alternative au roi-maire Jean Drapeau. Ça s'appelait le FRAP et cela avait le vent dans les voiles, jusqu'à la crise d'octobre. Pour nous les étudiants, le dilemme était plus sévère. Critiques face au FLQ, les militants se disaient et se pensaient engagés dans une action révolutionnaire. On avait beau à être en désaccord avec le FLQ, on avait de la misère à se démarquer. Cependant, au fur et à mesure que les semaines ont passé, il y a eu comme un consensus. L'action du FLQ était, plutôt que moralement déficiente, politiquement inefficace, voire nuisible. Même les camarades pro-FLQ sont parvenus à cette opinion et dans un sens, cela a été le début de la fin pour la lutte armée.

Le rebondissement des résistances

Libéré en novembre avec la majorité des détenus sauf une cinquantaine qui allaient être formellement accusés selon la Loi des mesures de guerre, je suis rapidement revenu à l'UQAM. Rapidement, des mobilisations pour réclamer la levée de la Loi des mesures de guerre ont rassemblé beaucoup de monde, avec l'appui d'une petite armée d'artistes, poètes et comédiens qui ont lancé un spectacle retentissant, les « Chants et poèmes de la résistance ». On s'affichait ouvertement, avec de grandes bannières portant l'effigie de Paul Rose. En même temps, on était déjà ailleurs. Au printemps 1971, la grève des employés très combative des employés de l'UQAM annonçait les mobilisations qui allaient survenir en 1972. Le dernier carré du FLQ survivait à peine, mais à la suite d'actions bâclées comme l'attaque d'une caisse populaire à Mascouche (l'étudiant de l'UQAM Pierre-Yves Bourret y a laissé sa vie), les camarades se sont dispersés. On se doutait à partir de ce moment que plusieurs des actions revendiquées par un FLQ fantomatique provenaient davantage de l'infiltration policière qui cherchait à discréditer la gauche radicale².

À la fin de 1971 et au début de 1972, le mouvement populaire s'envolait. De grosses assemblées de groupes communautaires affirmaient la nécessité de créer des formations politiques préconisant le « pouvoir aux travailleurs ». Les « comités d'action politique » nés dans le sillon du FRAP voulaient consacrer leurs énergies à organiser des noyaux étudiants-travailleurs et à radicaliser les luttes. Pendant cette effervescence très marquée à gauche, le Parti Québécois également adoptait un ton plus revendicateur, en phase avec la masse militante qui pensait que les changements viendraient par là. Dans les congrès du PQ, on sentait cette flamme contestataire, ce qu'on aperçoit dans le beau film de Félix Rose lorsque Jacques Rose reçoit une longue ovation devant un René Lévesque abasourdi.

Jusqu'en 1976, une vague de luttes sans précédent a traversé le Québec, des centres métropolitains aux régions périphériques en passant par des villes comme Joliette, Valleyfield, Saint-Jérôme, Sept-Îles, où se profilaient des initiatives radicales tant par les moyens (occupation de villes et d'usines, manifestations) que sur les objectifs définis comme une lutte à finir contre le capitalisme, l'impérialisme et le colonialisme. Les ex-felquistes dont Charles Gagnon et Pierre Vallières se sont divisés entre les partisans de l'organisation révolutionnaire et les plus modérés qui voulaient transformer le PQ en force de changement. En novembre 1976, cette vague avec ses contradictions et ses

forces a triomphé au grand dam de l'État fédéral et de l'establishment politique et économique du Québec. J'étais encore dans le projet d'une grande révolution, mais ce soir-là, j'étais content de la victoire du PQ.

50 ans plus tard

On commémore la crise d'octobre ces jours-ci, ce qui a peut-être au moins l'avantage de réanimer un intérêt pour l'histoire. Mais cette histoire, ce n'est pas celle d'un mouvement relativement petit, ni celle d'une « insurrection armée » (la fable inventée par Trudeau). C'est plutôt celle d'une jeunesse révoltée qui a choisi au-delà des chimères d'un grand soir cataclysmique le chemin de l'organisation et de l'action politique. C'est cette mobilisation qui a changé le Québec en encourageant la mouvance du FLQ à s'auto-dissoudre et à se réinventer dans les mouvements de masse, plus que la répression de l'État et plus que l'échec de la lutte armée.

Notes

1- On pense notamment à la manifestation pour « décoloniser » McGill au printemps 1969 et à celle des chauffeurs de taxi contre le monopole Murray Hill, à l'automne 1969, alors que les étudiants étaient quasiment en grève générale contre les lois linguistiques en faveur de la minorité anglophone.

2- C'est à peu près le même texte qui a été lancé en octobre. Son ton libertaire et poétique avait plus à une grande partie de la population.

3- Cela a été confirmé par la Commission Keable et plus tard par les idiotes opérations d'agents de la GRC posant des bombes !